

NOTE EN DELIBERE SUR L'HYPOTHESE D'UN ACTE INTENTIONNEL

Les évènements dramatiques survenus à Toulouse et Montauban au cours du mois de mars 2012 font malheureusement écho à l'hypothèse, évoquée lors de l'audience de la Cour, de la présence à Toulouse et dans ses environs d'une mouvance islamiste radicale.

Après l'identification de Mohamed Merah et l'arrestation puis la mise en examen de son frère Abdelkader, la presse a rapidement fait le lien avec le groupe de jihadistes toulousains qui avait fait parler de lui en 2007, avec l'arrestation puis la condamnation de plusieurs d'entre eux par jugement du Tribunal correctionnel de Paris du 9 juillet 2009. Cette affaire avait été évoquée lors des débats sous le nom d'affaire « Artigat » et la défense avait versé au dossier AZF une copie du dossier Artigat, qui lui avait été remise à cette fin par le Parquet général de Paris.

Ce lien semble justifié : Abdelkader Merah, qui fait aujourd'hui l'objet d'une procédure judiciaire sur son implication dans les crimes de son frère, est selon la presse apparenté au principal acteur du dossier Artigat, Sabri Essid, arrêté après des échanges de tirs avec les autorités syriennes, le 12 décembre 2006 au sein d'une cellule d'Al Qaida qui s'apprêtait à rejoindre l'Irak pour y combattre la présence américaine. Il se trouvait en compagnie d'un autre jeune Toulousain arrêté avec lui, Thomas Barnouin.

Le dossier Artigat indique en effet, dans un procès-verbal de « *Renseignements relatifs à la famille Merah* (D 2218 page 2) qu'Abdelkader est connu des services « *pour ses liens avec la mouvance islamiste radicale* » et « *en particulier avec le nommé Sabri Essid* ». Selon l'AFP, la mère de Mohamed et Abdelkader Merah était la compagne du père de Sabri (LaDépêche.fr 23 mars 2012, citant des « *sources proches de l'enquête* »).

Mohamed Merah était lui aussi lié à la communauté d'Artigat par l'intermédiaire de son frère Abdelkader. Olivier Corel, présenté dans les dossiers AZF et Artigat comme le « leader » de cette communauté, et qui a bénéficié d'un non-lieu dans le dossier Artigat, a confirmé à la presse les avoir reçus chez lui en Ariège (Le Parisien, 23 mars 2012), tout comme il avait confirmé, lors de l'instruction du dossier Artigat, ses liens avec les jeunes jihadistes jugés et condamnés en 2009 pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme.

Dans le dossier AZF, malgré une note des Renseignements généraux indiquant que Hassan Jandoubi et son ami Senouci El Bechir étaient tombés sous l'influence du même Olivier Corel, les enquêteurs n'ont jamais pris la peine de rechercher ce qu'il en était.

Ils se rendront en 2003 à Artigat pour auditionner Olivier Corel, mais constatant son absence (D 3241) ils ne prendront jamais la peine ni d'y retourner, ni de le convoquer.

Or l'affaire Merah met en lumière des éléments qui, de l'avis de la défense, doivent être pris en considération par la Cour dans son délibéré :

1. Il existe bien à Toulouse et dans sa région un foyer islamiste radical structuré ;
2. il était déjà extrêmement présent et actif en 2000-2001 ;
3. l'hypothèse selon laquelle Hassan Jandoubi et Senouci El Bechir auraient été en contact avec ce mouvement reste ainsi à ce jour une hypothèse explicative extrêmement plausible des événements du 21 septembre 2001.

1) Présence d'un mouvement jihadiste radical dans la région toulousaine

Il a été considéré de bon ton, par le Parquet et certaines parties civiles, d'ironiser lors du procès de première instance et d'appel sur les arguments de la défense, persistant à évoquer la possibilité d'un acte volontaire, isolé ou non. La note des Renseignements généraux a été présentée comme invraisemblable et totalement infondée et l'idée que le terrorisme islamiste puisse toucher la région toulousaine a été tournée en dérision.

Les exemples de la présence dans la région toulousaine, ou plus généralement dans le Sud-Ouest, d'acteurs majeurs de certaines affaires terroristes sont pourtant faciles à trouver dans la presse :

- En 2005 la DST a arrêté dans la région toulousaine deux islamistes impliqués dans une « filière tchéchène » (trafics de faux papiers et de voitures volées pour financer l'envoi de jihadistes en Tchétchénie) (voir le *Parisien* du 13 avril 2005)
- Xavier Tchilao Djaffo, un important responsable d'Al Qaida, porte-parole de cette organisation, tué par l'armée russe en Tchétchénie, était un Toulousain, parti s'installer à Montpellier puis étudier le commerce international en Angleterre (voir le *Parisien* du 28 janvier 2002) ; c'est lui qui aurait formé Zacarias Moussaoui, ce Français lui-même originaire du Sud-Ouest, qui sera condamné aux Etats-Unis pour sa participation à la préparation des attentats du 11 septembre ;
- très récemment la presse a annoncé l'arrestation fin avril à Montpellier, par le GIPN, de Mohamed Djouad, un proche de la famille Merah qui avait lui aussi vécu à Toulouse et s'apprêtait à partir en Indonésie (voir le *Midi Libre* du 24 avril 2012).

Mais au-delà de ces exemples, la relecture du dossier Artigat à la lumière de l'affaire Merah montre la présence permanente en région toulousaine sur une dizaine d'années d'une structure salafiste organisée, que pointait déjà du doigt la note des Renseignements généraux du 3 octobre 2001.

a) La création d'une cellule salafiste à Toulouse par Abdelkader Chadli

Le jugement rendu dans l'affaire Artigat le 9 juillet 2009 indique (pages 15 et 16) que la mise en place d'une cellule salafiste dans la région toulousaine a été le fait d'un nommé Abdelkader Chadli.

Il s'agit d'un ressortissant tunisien lié au Front islamique tunisien (FIT). Le jugement le présente page 15 comme suspect d'être « *militant d'un réseau islamiste dirigé par Abdelmajid Bekhada, responsable du Front Islamique tunisien en Allemagne* ».

Un compte-rendu d'investigations coté D 221 dans le dossier Artigat apporte des précisions : l'homme qui créera la cellule salafiste dans la région toulousaine a été en contact avec les commanditaires suspectés des attentats de 1995 à Paris ; il a lui-même été poursuivi et condamné pour diverses infractions « *en relation à titre principal ou connexe avec une entreprise terroriste* » et a rejoint Toulouse à sa sortie de prison en juin 1998.

Abdelkader Chadli semble avoir quitté Toulouse et la France en 2000 (D 221) avant d'être arrêté en Espagne (voir D 1982, page 18).

Le jugement du 9 juillet 2009 poursuit en indiquant qu'"après le départ de Chadli pour l'Espagne, Larbi Moulaye est devenu le représentant régional du salafisme avant d'être expulsé et remplacé par Olivier Corel en 2003 " (page 16).

b) Olivier Corel et le hameau des Launes à Artigat

Les renseignements connus des services de police concernant Olivier Corel sont résumés à la cote D 187 du dossier Artigat : connu de la DST comme ancien responsable des Frères Musulmans Syriens en France, considéré comme dangereux, « *ancien "Afghan" dans les années 1980, il entretiendrait aujourd'hui des contacts avec des membres du Hamas palestinien et avec des militants du réseau "Afghan" de Oussama Ben Laden* ».

L'usine AZF ne constitue pas pour lui un univers inconnu puisque selon les déclarations de sa femme, il y a travaillé à une date inconnue située entre son arrivée en France dans les années 70 et son départ en Ariège en 1986 (D 1055).

Il acquiert le hameau des Launes, à Artigat, en 1991 (D 1499).

Selon les éléments recueillis dans le cadre du dossier Artigat, Olivier Corel soutient le Front Islamique du Salut (FIS) « *en relation* » avec Mounir Boughattas (D 1504). Ce dernier est cité dans le dossier AZF comme « *l'un des chefs de l'islamisme toulousain* » et l'un de ceux qui auraient rapproché Hassan Jandoubi et Senouci El Bechir des milieux fondamentalistes toulousains (D 2209). Entendu par le SRPJ quatre ans plus tard (D 6655), il a nié ces informations de même que toute adhésion à un quelconque

extrémisme. Il a par contre admis connaître la communauté d'Artigat et en avoir fréquenté certains membres.

L'enquête sur l'affaire Artigat a montré que tout au long des années 2000 ses protagonistes se retrouvaient régulièrement autour d'Olivier Corel qu'ils considéraient avec respect, comme un cheikh, pour ses enseignements sur la religion. C'est par exemple le cas de Fabien Clain (alias Omar) et sa femme, hébergés pendant 2 mois à Artigat en 2005 (D 1057), de Sabri Essid et Thomas Barnouin qui s'y rendent en juillet 2006, quelques mois avant leur arrestation en Syrie (D 923), ou encore Laurent Lelièvre, en août 2006, toujours avec Sabri Essid, le proche ami d'Abdelkader Merah.

Les événements de mars 2012 ont conduit la presse à s'intéresser à Olivier Corel qui a fait l'objet de nombreux articles et a même été interviewé dans plusieurs médias. Ses propres déclarations font apparaître que tout comme il avait accueilli Sabri Essid et les autres protagonistes de la filière arrêtés en 2007 et jugés en 2009, il avait également des liens avec la famille Merah. Le numéro de téléphone de Souad Merah, la sœur de Mohamed et Abdelkader, figure en 2007 dans les factures téléphoniques d'Olivier Corel (D 1195).

Le nom « Merah » apparaît une vingtaine de fois dans le dossier Artigat. La cote D 2218 est un procès verbal de renseignements « *relatif à la famille Merah* ». Le jeune Mohamed n'apparaît pas, mais sa sœur Souad et son frère Abdelkader font l'objet d'investigations. Leurs domiciles font l'objet d'une surveillance policière (D 2222, 2225, 2226). Ils ne seront à l'époque ni interpellés ni même auditionnés, mais l'enquête montre que quand Abdelkader Merah s'envolera pour le Caire, où il va étudier dans une école religieuse, le 26 octobre 2006, il est accompagné en voiture jusqu'à l'aéroport de Bruxelles par Sabri Essid et Laurent Lelièvre (D 975).

On ne préjugera bien évidemment pas ici de l'issue des investigations en cours concernant Abdelkader Merah, son entourage et son rôle dans les fusillades de mars 2012. Mais nul ne peut contester qu'un lien étroit existe entre l'affaire de 2012 et celles de 2006-2007 et que certains des plus importants protagonistes de cette dernière étaient déjà très actifs dans la banlieue toulousaine au début des années 2000 (cf *infra* paragraphe 2).

c) La mosquée de Bellefontaine

Cette mosquée a déménagé plusieurs fois et été désignée par des noms divers. Initialement il s'agissait d'un local assez petit proche de la dalle de Bellefontaine, puis en raison des travaux affectant cette zone, vers 2002 la mosquée a été déplacée vers un local provisoire, très proche et plus vaste (D 1276). Dans les années qui ont suivi la mosquée a déménagé vers Basso Combo.

Olivier Corel est signalé dès la fin des années 70 comme appartenant à l'association qui gère cette mosquée (D 6655). S'il la fréquente bien sûr pendant toute la période où il vit à Toulouse, cela ne s'arrête pas après son départ pour l'Ariège en 1986 (D 1108).

Il y garde en effet un rôle important au moins jusqu'à 2003 ou 2004 puisque lors de sa garde à vue de février 2007 (D 1041) il évoque des cours de récitation coranique qu'il donnait encore trois ans plus tôt à la mosquée de Bellefontaine ; lors de son audition par le juge Trevidic il dit avoir continué à donner ces cours jusqu'en 2003 (D 1108).

Selon un des mis en cause, Olivier Corel aurait même été imam de cette mosquée dans les années 80 et 90 (D 1823), ce que semble confirmer, dans le dossier AZF, un proche de Corel, Antonio Fausta Perez : « *Il était réellement imam à Toulouse, dans la mosquée de la dalle Maurois* » (nom qui semble désigner la mosquée de Bellefontaine) (D 3242).

Quoi qu'il en soit, la mosquée de Bellefontaine apparaît dans le dossier Artigat comme le lieu central où cohabitent membres du Tabligh et salafistes radicaux. Certains y passent de la première tendance à la seconde, comme Sabri Essid, qui était initialement Tablighi et tentera d'entraîner d'autres Tablighi avec lui dans le jihad (D 1279).

d) La mosquée du Château (ou mosquée Es Salam, ou Salem)

Egalement située au Mirail, mais dans le quartier de la Reynerie, la mosquée du Château est un autre lieu où se rencontrent salafistes et membres du Tabligh.

On se souvient qu'elle apparaît dans le dossier AZF comme l'endroit où ont dormi les membres du Tabligh qui prenaient la route au matin du 21 septembre 2001, avant de se faire intercepter sur l'autoroute à la sortie de Villeneuve d'Agen (voir entre autres déclarations de Miloud Reziga, D 3593).

Le dossier Artigat montre qu'elle est également fréquentée par Olivier Corel qui dit connaître « *un Miloud responsable dans l'association de la mosquée du Château* » mais il n'en connaît pas le nom de famille ce qui ne permet pas de savoir s'il s'agit de Miloud Reziga (D 1050). Sa femme Nadia Corel y participe également aux activités de l'association AMT qui donne des cours de soutien scolaire (D 1057).

e) Liens entre le Tabligh et le mouvement salafiste

Dans le dossier AZF, la note des RG (D 2209) a été très critiquée lors des débats de première instance et d'appel en ce qu'elle présentait la « *mouvance afghane* » de Toulouse comme étant articulée autour du Tabligh, d'une part, et de la communauté d'Artigat, d'autre part. Nombre de témoins du parquet ou des parties civiles ont mis en avant le caractère inoffensif du Tabligh, simple mouvement piétiste. Le ministère public a longuement fait valoir que ces deux mouvements étaient sans lien l'un avec l'autre.

Or le dossier Artigat montre que cette étanchéité n'existe pas et que l'on peut passer d'un groupe à l'autre.

Sabri Essid a d'abord été Tablighi en 2000 (D 1845) avant de rencontrer Abdelkader Chadli et de suivre les appels au jihad de ce dernier (D 1498, D 1863).

Gaëtan Achille Ngoundou Ngogba, auditionné dans le dossier Artigat, expose cote D 1279 comment Tablighis et salafistes cohabitaient notamment à la mosquée de Bellefontaine et comment certains salafistes comme Sabri Essid « débauchaient » des Tablighi (page 2). Ngoundou Ngogba lui-même n'est, selon les Renseignements généraux, devenu Tablighi que vers 2003 (D 1179) alors même qu'il s'est converti à l'islam vers l'âge de 18 ans (D 1272), soit vers 1991. Il indique d'ailleurs qu'avant de rejoindre le Tabligh il avait tendance à s'en moquer.

Même devenu membre du Tabligh, il a continué de fréquenter des salafistes, y compris des membres de la cellule d'Artigat tels que Laurent Lelièvre qui dit s'être entraîné physiquement à ses côtés.

Les membres du Tabligh et les salafistes fréquentent principalement les deux mêmes mosquées, celle de Bellefontaine et celle du Château (où réside le groupe de Tablighi observés à Toulouse les 20 et 21 septembre 2001, et où Abdelkader Chadli prêche le vendredi).

Il ne s'agit pas de nier ici les différences entre les deux groupes, mais de constater qu'il n'y a pas une totale étanchéité entre eux, contrairement à ce que soutenait le Ministère public à l'audience, et que des cas de passage de l'un à l'autre sont connus.

2) Forte structuration de la cellule salafiste toulousaine dès la période 2000-2001

Lorsque l'usine AZF explose en septembre 2001, dix jours après les attentats de New York, il est aujourd'hui démontré qu'il existe à Toulouse une cellule salafiste composée d'individus radicalisés, engagés dans une trajectoire terroriste, qui apparaîtra comme telle à l'occasion des affaires de 2007 et de 2012.

Alors même que les Renseignements généraux mettaient la police judiciaire sur la piste d'éventuels contacts entre Hassan Jandoubi, Senouci El Bechir et cette cellule radicale, les responsables de l'enquête refusaient d'envisager cette hypothèse comme sérieuse et ne l'investiguaient même pas.

Comme on l'a dit plus haut, c'est dès 1999 qu'une cellule se revendiquant d'Al Qaida est constituée autour d'Abdelkader Chadli :

"D'après les enquêteurs, le processus de formation de ladite cellule avait démarré dès 1999-2000. En effet, dès 1999, un nommé Abdelkader Chadli alias Abdelnasser avait été repéré dans la région toulousaine (...)"

Au cours de l'année 2000, Abdelkader Chadli avait développé des discours radicaux et fédéré autour de lui, dans la région toulousaine, une communauté islamiste comptant notamment dans ses rangs (...) Sabri Essid" (jugement, pages 15 et 16).

Selon le PV de synthèse D 221, entre 1999 et son départ pour l'Espagne qui semble situé en 2000 « *Abdelkader Chadli développe des discours radicaux, distribue des cassettes d'Oussama Ben Laden et appelle au Jihad* ».

Il fréquente à cette période les mosquées de Bellefontaine et du Château. Lorsqu'il vient prêcher à la mosquée de Bellefontaine, l'imam le présente « *comme un imam ayant officié à Bellefontaine* » (D 1250). Il donne également des prêches le vendredi à la mosquée Salem (autre nom de la mosquée du Château), jusqu'à son départ pour l'Espagne où il sera arrêté (D 1982, page 18).

Larbi Moulaye prend son relais et sera, selon les termes du même PV, le premier prédicateur salafiste expulsé vers l'Algérie en octobre 2003, laissant la place à Olivier Corel qui devient le « leader » de la communauté salafiste dans la région toulousaine.

Olivier Corel est en réalité déjà très actif à Artigat depuis la fin des années 90. Il est décrit comme étant dès 1997 « *le leader de la communauté musulmane à Artigat. Il accueille une trentaine de personnes appartenant aux courants islamistes afghans et pakistanais et des éléments les plus durs de la banlieue toulousaine* » (D 97).

Au début des années 2000, à l'époque où il enseigne toujours à la mosquée de Bellefontaine, il donne aux plus assidus des cours d'arabe et de religion chez lui à Artigat, notamment aux frères Clain et à leur beau-frère Mohamed Megherbi, qui seront mis en cause puis condamnés dans le dossier Artigat (D 1498) ; son influence dépasse la région toulousaine puisqu'il compte par exemple parmi ses étudiants Mohamed Sarr, qui apparaît lié à un autre réseau en Belgique (D 1498).

Pendant la période 1999-2001, la diffusion de cassettes et de livres véhiculant l'idéologie d'Al Qaida se fait dans les mosquées de Bellefontaine et du Château, mais aussi sur les marchés.

C'est une période qui connaît beaucoup de conversions à l'islamisme radical parmi les personnes qui seront jugées et condamnées en 2009 :

- Sabri Essid commence à fréquenter la mosquée de Bellefontaine à la fin des années 90. Il y rencontre Abdelkader Chadli (D 963). Cela ne l'empêche pas de rejoindre le mouvement Tabligh en 2000 et de devenir un « *petit prêcheur des cités* » selon Fabien Clain (D 1845). Sa mère s'inquiète de sa radicalisation (D 495) qui s'accroît quelques mois plus tard, notamment au contact d'Abdelkader Chadli (D 1498, D 1863) ;

- Anouar El Mahdi, qui n'avait pas de pratique religieuse lorsqu'il est arrivé du Maroc en France, devient pratiquant et se met à fréquenter les deux mosquées de Bellefontaine et du Château en 1999 (D 1476, page 4) ;
- tous les membres de la famille Clain (père, mère, frères et sœur) se convertissent entre 1999 et 2000 (D 1799, D 1819, D 1982). Il en est de même de Mylène Foucre (D 1799) ;
- de même Thomas Barnouin (celui qui se fera arrêter en Syrie en 2006 dans une cellule d'Al Qaida) déclare s'être converti à l'Islam en 2000 (D 921) ; comme l'explique le jugement du 9 juillet 2009, il sera recruté lors d'un voyage en Arabie Saoudite par la branche saoudienne d'Al Qaida pour aller combattre en Irak ;
- Thomas Collange se convertit quant à lui début 2001 (D 1318) ; il partira en Syrie en 2004.
- Comment ne pas être frappé que, selon ce que la presse a rapporté, c'est à la même période, en 2000, qu'Abdelkader Merah commence à fréquenter la mosquée de Bellefontaine et « *devient intégriste du jour au lendemain* » (Le Temps, 27 mars 2012) ?

Et comment ne pas faire le rapprochement avec la radicalisation prêtée à Hassan Jandoubi et Senouci El Bechir au cours de la période 2000-2001, si l'on en croit la note des RG et les propos que le commandant Cohen dit avoir recueillis, sans en dresser hélas de procès-verbal, de sa sœur Liliane Carde ?

Lors du Ramadan de novembre 2001, les principaux acteurs du dossier de 2007 se réunissent à Artigat pour passer quelques jours ensemble. C'est le cas des frères Clain et leur beau-frère Mohamed Mergherbi, mais aussi de Thomas Collange, Karim Maqran (D1342), Mohamed Khazri (organisateur de réunions au sein du réseau salafiste organisé autour d'Abdelkader Chadli, D 1504).

Tous seront très actifs au cours des années suivantes, que ce soit dans leurs actions de prosélytisme dans la communauté toulousaine (notamment diffusions de cassettes vidéo ou de littérature religieuse sur les marchés) ou leurs voyages en Egypte, en Arabie Saoudite ou en Syrie, jusqu'au premier « coup de filet » démantelant partiellement ce réseau en février 2007.

Mais force est de constater que ce groupe constitué initialement par Abdelkader Chadli, puis autour d'Olivier Corel, est déjà très actif à une période – 2001 – au cours de laquelle à en croire le Ministère public et certaines parties civiles il aurait été risible d'imaginer une présence islamiste radicale active à Toulouse.

Ce constat donne le sentiment qu'à cause de leurs certitudes que l'on sait aujourd'hui erronées, les responsables de l'enquête sur l'affaire AZF ont pu « passer à côté » d'une explication possible de ce qui s'est produit le 21 septembre 2001.

3) Vraisemblance de l'hypothèse de contacts entre Hassan Jandoubi, Senouci El Bechir et la mouvance islamiste radicale

Cette hypothèse est énoncée par la note des Renseignements généraux du 3 octobre 2001 (AZF D 2209) où l'on peut lire : « *Le groupe (Reziga) tient également sous sa férule la mosquée de Bellefontaine où Jandoubi est vu dans les premiers temps de son islamisation* ».

Sa compagne Nadia Mordjana répondra à cela :

« je sais qu'il a été entraîneur de boxe dans un club de Bellefontaine, l'ASVEC, dont les locaux étaient situés juste à côté de la mosquée de Bellefontaine. A ce sujet, je tiens à préciser que je pense qu'il y a une grosse confusion car il a souvent été vu à ce club et certains ont pensé qu'en fait il se rendait à la mosquée toute proche » (D 6640).

Proche de la mosquée, l'ASVEC est fréquentée par ceux qui fréquentent la mosquée. On se souvient que Gaëtan Achille Ngoundou Ngogba lui aussi y donnait des cours de boxe (dossier Artigat, D 1271), notamment (quelques années plus tard) à Laurent Lelièvre.

Senouci El Bechir admet lui aussi la fréquentation des mosquées du Château et de Bellefontaine ainsi que de l'ASVEC où il est lui aussi entraîneur (D 3881), mais il situe sa fréquentation de ces lieux après l'explosion d'AZF. Cette chronologie paraît sujette à caution et contredite par d'autres éléments recueillis par les enquêteurs, qui semblent au contraire indiquer que Senouci El Bechir tout comme Hassan Jandoubi lui-même avaient déjà des liens avec l'ASVEC et la mosquée de Bellefontaine bien avant les événements d'AZF :

- selon Nadia Mordjana (D6640), son mariage religieux avec Hassan Jandoubi a été célébré par l'imam de la mosquée de Bellefontaine, qui leur a été présenté par l'intermédiaire de Senouci El Bechir ;
- Senouci El Bechir lui-même, dans d'autres déclarations, évoque déjà son activité d'entraîneur de boxe dans une association du quartier du Mirail, mais du vivant de Hassan Jandoubi et en compagnie de celui-ci (D 1500, D 6678). Or on sait par Nadia Mordjana que l'association dans laquelle son mari entraînait des jeunes à la boxe est bien l'ASVEC, la salle de boxe proche de la mosquée de Bellefontaine au Mirail (D 6640).

Que ce soit à la mosquée ou à l'ASVEC, Hassan Jandoubi a donc fréquenté en 2000-2001 des lieux et pu y rencontrer des personnes qui tiennent une place importante dans le dossier Artigat. Cette chronologie et cette géographie sont ainsi cohérentes avec les renseignements recueillis par les RG, renseignements que le SRPJ a délaissés et ignorés. Le fait que Senouci El Bechir ait, dans ses déclarations à la cote D 3881, décalé dans le temps la période où il fréquentait les mosquées du Château et de Bellefontaine ainsi que l'ASVEC ne peut être interprété qu'en gardant à l'esprit qu'il est

lui-même tout autant mis en cause par les Renseignements généraux que son ami décédé dans l'explosion.

Quant au fait que tous les parents et amis d'Hassan Jandoubi déclarent, dans l'enquête, qu'il n'avait aucune pratique religieuse, on se souvient que ce n'est pas ce qu'aurait initialement déclaré sa sœur, hors PV, lors de sa conversation inopinée avec les commandants Cohen et Burle, avant que la « piste intentionnelle » soit évoquée dans les journaux et que tous ses proches adoptent de manière sans doute compréhensible le même discours de dénégaration.

Et force est de constater que Nadia Mordjana dit que c'est au contact de son compagnon qu'elle s'est initiée à la religion (D 546) et que leur mariage, le 26 mai 2001, n'a pas été célébré par les autorités civiles mais, selon ce qu'elle dira elle-même aux enquêteurs, par l'imam de la mosquée de Bellefontaine (D 6640). L'explication selon laquelle les jeunes mariés n'auraient pas eu les moyens financiers de se marier civilement n'est absolument pas crédible puisque chacun sait que se marier à la mairie ne coûte pas un centime.

Conclusions

Le Sud-Ouest et particulièrement la région toulousaine ont donc été depuis les années 90 le foyer d'islamistes radicaux partisans du jihad armé, recrutant (ou manipulant ?) des complices et adeptes notamment parmi les jeunes de banlieues.

Si Hassan Jandoubi n'avait rien d'un islamiste, Mohamed Merah apparemment non plus puisque le site de la Dépêche du Midi indique, dans un article du 22 mars 2012, que « *ses amis racontent l'avoir vu en boîte, fumer des chichas... Il ne s'habillait pas en kamis (pantalon et tunique longue des salafistes)* ».

On ignore à ce stade si les crimes de Mohamed Merah ont été inspirés par son entourage ou s'ils sont une initiative isolée. Mais s'il s'agit d'une initiative isolée, ils n'en montrent pas moins qu'un individu *a priori* non repéré comme islamiste, qui sort en boîte de nuit et a une vie sociale, peut soudainement se radicaliser et trouver les moyens de commettre, seul ou presque, des actes que ne renierait pas une véritable organisation terroriste – et qui demeurent non « revendiqués », au sens où il a été soutenu à l'audience que l'absence de certains « codes » de revendication bien précis permettrait à elle seule d'écarter l'hypothèse intentionnelle.

Et si un Mohamed Merah plus ou moins isolé a pu se procurer l'important matériel (notamment armes) à l'aide duquel il a commis ses crimes (comme l'avait fait en 2001 le « tueur de Béziers » évoqué dans le jugement de relaxe dans l'affaire AZF), la Cour se souviendra que les moyens à mettre en œuvre pour faire volontairement détoner le nitrate du bâtiment 221 étaient encore plus faciles à trouver et à la portée de tous.

Le travail minutieux de rapprochement entre les dossiers AZF et Artigat effectué par la défense aurait pu être entrepris dès 2005-2006 lorsque le SRPJ de Toulouse était simultanément saisi des deux dossiers.

Réexaminés aujourd'hui à la lumière de l'affaire Merah, ces éléments convainquent que c'est bien la même filière jihadiste qui a fait parler d'elle en 2006-2007 et à nouveau en 2012. Elle s'est constituée entre 1999 et 2001 et était déjà fortement structurée autour de ses principaux membres au second semestre 2001.

Le renseignement figurant dans la « note blanche » du 3 octobre 2001 et tourné en dérision par les enquêteurs, le ministère public et nombre de parties civiles, selon lequel l'explosion d'AZF, dix jours après les attentats du World Trade Center, aurait pu être un acte intentionnel lié (fut-ce indirectement) à la mouvance islamiste présente à Toulouse, méritait donc des investigations complètes. Cela aurait notamment pu être fait sans difficultés particulières par une exploitation systématique de la téléphonie.

L'acte intentionnel, isolé ou non, reste ainsi plus que jamais une explication parfaitement plausible de l'explosion du 21 septembre 2001.

*
* *

Pièces jointes (articles cités dans la note) :

- LaDépêche.fr 23 mars 2012
- Le Parisien du 23 mars 2012
- le Parisien du 13 avril 2005
- le Parisien du 28 janvier 2002
- le Midi Libre du 24 avril 2012
- le Temps du 27 mars 2012
- la Dépêche du Midi du 22 mars 2012



Actuellement en vente
chez votre marchand de journaux

Accueil » Toulouse » Tueries de Toulouse et Montauban

TOULOUSE ET SA RÉGION

ACTU | SPORTS | LOISIRS

PUBLIÉ LE 23/03/2012 13:16 - MODIFIÉ LE 23/03/2012 À 14:55

AJOUTER UN COMMENTAIRE

Mohamed Merah apparenté à un condamné du "groupe de Toulouse"



Mohamed Merah, le présumé tueur au scooter, était apparenté à un des jeunes Toulousains condamnés en 2009 dans une affaire de recrutement et d'acheminement de jihadistes en Irak.

Selon une source proche de l'enquête, il s'agirait d'un fils d'un compagnon de la mère de Mohamed Merah. Pour l'heure, "il ne faut pas tirer plus de conclusions" de ce lien de parenté que le fait que cet homme et le tueur au scooter se connaissaient, a mis en garde une des sources proches de l'enquête. Cet homme, aujourd'hui de 27 ans, avait été intercepté par les autorités locales en décembre 2006 en Syrie, dans une maison connue pour abriter des membres d'Al-Qaïda en transit pour l'Irak. Accompagné d'un autre homme originaire de la région, un Albigeois converti au tournant du millénaire, il voulait combattre la coalition internationale menée par les Etats-Unis. Ils avaient été remis aux autorités françaises et interpellés le 13 février 2007 à leur descente d'avion. Dès le lendemain, la police française avait mené un vaste coup de filet, suivi de nouvelles interpellations le 23 octobre 2007, en Midi-

Ramonville Saint-Agne
dans environnement boisé
proche de zones dynamiques
métro, facultés
APPARTEMENTS
À LOUER

Pyrénées.

"RIEN À VOIR" AVEC LES CRIMES DE MOHAMED MERAH

Sous couvert d'anonymat, un ancien du "groupe de Toulouse" raconte aujourd'hui que ces jeunes hommes se rencontraient autour de la mosquée de Bellefontaine, où se retrouvaient des jeunes salafistes de la ville, dont plusieurs convertis. Certains venaient des Izards, comme Mohamed Merah. Ils semblaient sous l'emprise d'un gourou religieux autoproclamé de l'Ariège, Olivier Corel, qui, interpellé, a bénéficié d'un nom lieu dans l'enquête sur la filière irakienne de Toulouse. "Je ne connaissais pas du tout les Merah", affirme de son côté le converti d'Albi, qui dit aussi ignorer le lien familial entre l'ami avec qui il avait été interpellé en Syrie et le présumé tueur au scooter.

Dans l'affaire de la filière d'acheminement, les deux hommes interceptés en Syrie avaient été condamnés à cinq ans de prison, assortis d'une mise à l'épreuve. Depuis, l'homme apparenté à Mohamed Merah est grutier, selon ses proches.

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, avait décrit Mohamed Merah comme un petit délinquant radicalisé par "un groupe d'idéologie salafiste" toulousain, qui n'était pas soupçonné par les services d'entretenir de projet criminel. "Les faits pour lesquels on a été condamnés et pour lesquels on a purgé notre peine, ça n'a strictement rien à voir" avec les crimes de Mohamed Merah, dit, sous couvert d'anonymat, un des membres du groupe de Toulouse, qui affirme s'employer à mettre son passé derrière lui.

À LA UNE



10H02 | **GERS**
Fleurance. La coiffeuse
Geneviève Montès a été
étranglée



15H45 | **FAITS DIVERS**
Un automobiliste flashé 94
fois en 10 mois



12H01 | **GRAND SUD**
Bordeaux. Un jeune de 21
ans, ivre, sauvé de la noyade

TOUTES LES DÉPÊCHES



experadom (31) l'informatique a domicile
agence experadom toulouse, votre spécialiste de l'informatique à domicile dans la haute-garonne (31)
<http://www.toulouse.experadom.com/>



afpa
vous cherchez une formation qualifiante? entrées imminentes cliquez ici, nos autres formations aller sur le site
www.midi-pyrenees.afpa.fr



greta toulouse catalogues de formation
venez découvrir nos catalogues de formation, n'hésitez pas à nous contacter, vous serez reçu et conseillé par nos équipes.
Inscription au : 05 61 77 26 77



conseil en immobilier d'entreprise
bureaux - entrepôts - commerces - location - vente - avis de valeur.
acheter vos locaux
www.arthur-loyd-31.com



diagnostic gratuit de votre toiture
un technicien cmph est actuellement présent sur votre secteur. contactez-nous au 05 61 20 19 67.
www.cmph-toulouse.com



le comptoir de l'or et de change
achat / vente d'or - bijoux - pièces d'or - lingots - vieux or - débris d'or - bijoux cassé - bourse.
www.comptoir-or-change.fr

DIAPORAMA RUGBY XV



Olivier, « l'émir blanc », a reçu chez lui le terroriste

ARTIGAT (ARIÈGE)

23.03.2012

Les frères Merah connaissaient bien le cadre bucolique du hameau des Lanes où vit Olivier Corel, 65 ans, celui qu'on surnomme parfois « l'émir blanc ». Selon nos informations, et de source judiciaire, Mohamed Merah, 23 ans, et son frère Abdelkader se sont rendus dans sa ferme en janvier dernier pour régler le divorce religieux de ce dernier. Même le maire du village est au courant de la visite des deux frères. Olivier Corel, ce Français d'origine syrienne naturalisé en 1983, avait déjà été au centre d'une affaire de filière jihadiste vers l'Irak en 2007. Il est soupçonné d'avoir hébergé des islamistes radicaux voire de les encourager à partir au combat. Ce prédicateur avait été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et placé sous contrôle judiciaire avant de bénéficier d'un non-lieu. Le nom d'Abdelkader Merah apparaissait déjà aussi à l'époque. Mais l'émir, qui nous a reçus sur le pas de sa porte, dit s'attendre « bientôt à la venue de la police », et bien « connaître le juge antiterroriste Marc Trévidic » mais assure être « confiant ». Les enquêteurs, eux, n'excluent pas des complicités dans le passage à l'acte de Mohamed Merah et vont remonter jusqu'à tous ceux qui ont eu un contact avec lui. L'émir est dans l'embarras, mais ne nie pas connaître les frères Merah. « Quand on frappe à ma porte, je l'ouvre à quiconque. Je suis un fils de Bédouin et nous avons la tradition de l'accueil et de l'hospitalité », répond Olivier Corel, polo sombre et pantalon bouffant, quand on l'interroge sur les frères Merah. A l'annonce de la mort de Mohamed Merah, le prêcheur avoue « n'avoir rien à dire sur ce qu'il a fait » et ne le condamne pas d'emblée. Barbe rousse épaisse avec quelques pointes poivre et sel, les yeux perçants, Olivier s'appelait autrefois Abdulilah quand il est arrivé en France le 1er janvier 1973 pour des études de pharmacie qu'il a abandonnées. Un homme qui fait référence au Coran en permanence et le définit comme « le livre de la vérité absolue au-dessus de la loi des hommes ». Il avoue sur un ton aimable n'avoir « jamais lu la Bible ni la Torah, car dit-il, je suis né musulman » mais admet « être allé à l'école dans un village chrétien en Syrie » à Talkalakh. « Ce n'est pas à moi de juger ce que cet homme a fait. Je n'ai pas à répondre là-dessus. Je ne suis pas un spécialiste de la jurisprudence du Jihad », lâche-t-il. « Je n'ai rien à cacher », assure-t-il. Dans sa ferme où il s'est installé depuis 1990, il élève quelques pigeons et cailles mais a aussi deux juments. Sa fille de 14 ans ne va pas à l'école et est éduquée à la maison. Tous les trois mois, l'inspection académique contrôle son niveau de connaissance lors d'une réunion en mairie. Marchand ambulant de poterie, Olivier Corel, dit « vivre une retraite tranquille » avec son épouse, Nadia, qui ne se montre pas. Seule concession un peu gênée, Olivier Corel, lâche que « le Coran ne prêche pas de tuer les enfants » ni de « tuer des soldats désarmés » avant de se dire fatigué par une longue matinée passée à couper du bois.

Le Parisien

Cet article a été publié dans la rubrique FAIT DU JOUR

Terrorisme

Filière tchéchène : deux suspects interpellés

C.D. | 13.04.2005

LES POLICIERS de la DST ont interpellé en début de semaine, dans la région toulousaine, deux islamistes présumés, dans le cadre de l'enquête sur les « filières tchéchènes ». Selon une source proche du dossier, ces suspects ne sont pas liés au réseau terroriste sur un plan « opérationnel », mais auraient fourni une importante aide logistique, en particulier sur le plan financier. Les enquêteurs soupçonnent que ce financement de la « cause » islamiste - notamment pour l'envoi de jihadistes en Tchétchénie- s'est effectué par le biais de trafics de faux papiers et de véhicules volés. A ce jour, plus d'une vingtaine de personnes ont été mises en examen dans ce dossier qui porte sur des projets d'attentats en France, à l'aide de produits cyanurés.

Le Parisien

Cet article a été publié dans la rubrique [Les Faits Divers](#)

Xavier, ami de Moussaoui et cadre français d'Al-Qaïda

Jean-Marc Ducos | 28.01.2002

APRÈS LA MORT d'un « taliban français », Hervé Djamel Loiseau, en Afghanistan en décembre dernier et surtout la mise en accusation de Zacarias Moussaoui, seul terroriste inculpé aux Etats-Unis pour sa participation aux attentats du 11 septembre, l'itinéraire de Xavier Djaffo est un nouvel exemple de l'engagement de jeunes Français au sein des réseaux Al-Qaïda. Porte-parole du mouvement d'Oussama Ben Laden et ami de lycée des frères Moussaoui, Xavier Djaffo, un Français originaire de Montpellier (Hérault), a été tué par les soldats russes, à 28 ans, les armes à la main, en Tchétchénie, le 12 avril 2000. Blessé à la jambe lors de rudes combats en février 2000, le jeune homme devait aller se faire soigner en Géorgie puis, comme l'a établi la DST, rallier l'Afghanistan. Xavier Djaffo est le seul Français à figurer au panthéon des « shaheeds », les saints morts pour l'Islam, sur les sites Internet du réseau Ben Laden. Cet ex-étudiant en commerce international à Londres, habitué de la mosquée de Finsbury Park fréquentée par Zacarias Moussaoui, était devenu un cadre des brigades musulmanes internationales. Correspondant de guerre des sites islamistes Qozqaz ou des éditions Azzam financés par Ben Laden à Londres, c'est lui qui assurait la chronique quotidienne des faits d'armes des moudjahidins contre l'armée russe. C'est lui encore qui a mis en place tout le réseau informatique de liaison et de propagande du réseau Ben Laden en Tchétchénie. C'est lui aussi qui aurait fait venir Zacarias Moussaoui à Londres au début des années 90. « C'est pendant son doctorat de commerce que son cœur s'est ouvert à l'Islam » « C'était un ami de mon fils aîné, puis il est devenu celui de Zacarias. En juin 2000, la DST est venu me demander si j'avais des nouvelles de Zacarias car ils cherchaient à en savoir plus sur Xavier Djaffo », raconte Aïcha, la mère de Moussaoui. Né en Gironde en 1971 d'un père Béninois et d'une mère française, Colette, « c'est pendant son doctorat de commerce que son cœur s'est ouvert à l'Islam », indique l'éloge funèbre du combattant publié sur un site islamiste américain. « On a été élevé dans une famille catholique sans réellement pratiquer », confesse son frère Laurent, 31 ans, ancien joueur de football de D 1 à Montpellier, puis à Nîort et au Red Star. Peu à peu, il a vu son frère lui « échapper ». Xavier, après son bac F 3 au lycée Mermoz à Montpellier et un BTS technico-commercial au lycée Arago à Perpignan entre 1990 et 1992 où sont passés les frères Moussaoui, est parti à Londres en 1993, « comme tant d'autres jeunes de son âge », assure son frère. A Londres, il se convertit à l'Islam en écoutant les prêches de la mosquée de Finsbury. « Rencontrant des vétérans de la Guerre Sainte, il a fait connaître son intention d'aller en Afghanistan pour subir un entraînement militaire », note le rédacteur de son éloge funèbre. Dès 1994, Xavier est déjà Masood El Bénin (son nom de guerre) et débarque en Tchétchénie. Là-bas, il est choisi par le cheik Abu Amar, le chef des moudjahidins étrangers, pour filmer les combats des Tchétchènes contre les Russes et les diffuser « à travers le monde » sur le Net. Xavier Djaffo est sur tous les fronts. En 1998, il serait revenu à Londres. Sa famille, elle, n'a plus de nouvelles. Il téléphone à son frère de temps en temps sans dire où il se trouve. Puis il est désigné pour initier d'autres volontaires à l'informatique dans le camp de Da'wa en Tchétchénie où il reçoit sa formation religieuse finale, devenant un cadre de l'organisation Ansaar. « Il a pris en charge les nouveaux venus étrangers et assuré leur formation militaire, religieuse et technique », témoigne un officier des Renseignements généraux.

Le Parisien

Cet article a été publié dans la rubrique Les Faits Divers

Montpellier Arrêté samedi, le djihadiste serait lié à la famille de Mohamed Merah

FRANÇOIS BARRÈRE

24/04/2012, 06 h 00 | Mis à jour le 24/04/2012, 09 h 58

Le Midi Libre



Une interpellation remarquée samedi matin à Montpellier, par les hommes du GIPN. (© D.R)

Près de 1 500 € en liquide, "remis par des frères", un sac de voyage avec des équipements de randonnée et une lampe frontale, de quoi séjourner sous une tente, un ordinateur et un téléphone portable.

Depuis samedi matin, Mohamed Djoud, un Français d'origine algérienne de 31 ans, est interrogé par les policiers du Renseignement intérieur sur ce matériel saisi samedi à son domicile, dans le quartier de la Mosson à Montpellier.

Et sur l'utilisation qu'il devait en faire, s'il avait pu s'envoler comme prévu dimanche de Nice pour aller en compagnie d'un autre individu à Djakarta, en Indonésie.

"Il reconnaît faire partie de la mouvance radicale"

Était-ce, comme il l'a expliqué à sa mère, pour s'y entraîner en vue du djihad ? Cette dernière a préféré prévenir Police secours vendredi, et dénoncer sur le 17 son propre fils, plutôt que de le laisser aller au bout de ce voyage.

Le dossier a été pris immédiatement au sérieux par la police : Mohamed Djoud a été arrêté par **une vingtaine d'hommes du GIPN**, samedi en milieu de matinée, au vu et au su de tout le quartier.

"Il reconnaît faire partie de la mouvance radicale, et avoir voulu se rendre en Indonésie pour savoir à quoi ça ressemble", précise une source proche du dossier.

Pourquoi une telle précipitation ?

Sans doute à cause des liens existant entre cet homme et la famille de **Mohamed Merah**, le tueur de **Toulouse** abattu le 22 mars dernier après avoir assassiné sept personnes dans la ville Rose et à Montauban.

Sa mère et celle de Mohamed Merah, Zoulikha Azirin, se connaissaient "intimement" précise une source policière. Au point qu'en décembre dernier, Mohamed Djoud avait obtenu une attestation de domiciliation, pour qu'elle puisse venir s'installer à **Montpellier**.

"Il risquait d'être un copié-collé de Mohamed Merah"

Mohamed Djoud avait vécu à **Toulouse**, où il avait eu quelques démêlés avec la justice, ainsi qu'à **Perpignan**, pour de petites affaires de vol : il avait pour certaines été dispensé de peine. Habillé à l'occidentale, mais barbu, il était par ailleurs connu de la Direction centrale du Renseignement intérieur comme évoluant dans la mouvance radicale.

"Il risquait d'être un copié-collé de Mohamed Merah, et dans ce cas-là, on ne prend pas de risque" indique une source judiciaire.

Selon nos informations, il nie jusqu'ici avoir connu Mohamed Merah lui-même, ce dont les policiers semblent douter. Sa garde à vue, qui se poursuit à Montpellier, a été prolongée hier jusqu'à mercredi matin par un magistrat montpelliérain, à la demande du parquet antiterroriste de Paris.

Les vies de «Kader», le religieux renfermé; Le frère aîné du tueur de Toulouse et Montauban a été inculpé, notamment pour «complicité d'assassinat». Abdelkader Merah est devenu intégriste du jour au lendemain, en 2000

Marion Van Renterghem et Elise Vincent, 27 mars 2012, Le Temps

Un homme sans bruit. Partout où il a habité, Abdelkader Merah a toujours été celui que les voisins ne connaissent pas. Un de ces passants ordinaires que l'on peine à décrire, dans sa djellaba comme dans son jogging de l'Olympique de Marseille. Depuis que Mohamed Merah est tombé sous les balles du Raid, pourtant, le grand frère du «tueur au scooter» est soupçonné d'être le complice, voire le cerveau des tueries de Montauban et de Toulouse. Comme si le quotidien apparemment rangé de ce jeune trentenaire issu des quartiers n'avait été qu'un paravent à des crimes djihadistes.

Celui que tout le monde appelle Kader s'était installé à l'automne 2011 dans une vie provinciale. La police est venue l'interpeller, avec sa compagne Yamina, dans sa maison en crépi rose d'Auterive, une bourgade traversée par l'Ariège, à 35 km au sud de Toulouse. Auterive: Abdelkader y louait un pavillon mitoyen planté au milieu d'un champ, à côté de celui d'un couple de retraités des réseaux ferrés.

Au village, Abdelkader restait invisible. Il faisait ici et là des travaux de peinture. Sa femme pouvait passer ses journées à lire dans le jardin. Même son propriétaire, un fermier dont la maison surplombe la leur, affirme ne les avoir jamais vus. Au California Gym, le petit club de fitness, juste derrière le Carrefour Market, Kader entretenait sans rien dire, walkman sur les oreilles, sa grande silhouette filiforme sur les vélos et le tapis de marche. Il ne quittait pas son tee-shirt de l'OM.

La tenue de sa femme intriguait. «On n'avait jamais vu une femme voilée jusqu'aux mains à Auterive», dit un habitant. «Même quand elle lisait dans le jardin, elle gardait sa capuche», note un voisin qui garde l'image de «gens tranquilles». Il se rappelle les barbecues qu'ils organisaient avec des amis. Ils allaient et venaient à scooter. «Sauf la veille de la tuerie de l'école juive: pour la première fois il est revenu à pied. Je me suis dit: «Tiens, il a dû avoir un accident...»

Auterive, à trente minutes de Toulouse, n'est qu'un lieu parmi d'autres du quotidien d'Abdelkader. Les Izards, ce quartier du nord de Toulouse où il a grandi, est resté un port d'attache. La famille Merah habitait la cité Raphaël, la même barre que les futurs Zebda, le célèbre groupe toulousain. Zoulikha, la mère, élève comme elle peut, seule, ses trois turbulents garçons et ses deux filles, après son divorce. Le père serait mort récemment en Algérie. Elle est écrasée par des angoisses. En 2004, a noté un médecin qu'elle avait consulté, «ses enfants ont tout pété dans son appartement».

Comme Mohamed, Kader revenait souvent s'entraîner le vendredi soir dans le club de foot des Izards, «pour courir et décrasser de temps en temps», comme dit un ami. On l'a encore vu sur le terrain quelques jours avant la première tuerie, le 11 mars, à Toulouse. Dans l'équipe, Kader joue au poste de défenseur. Mohamed, lui, est attaquant. Le grand frère, Abdelghami, était gardien de but, avant de prendre ses distances avec la famille. Le foot, l'OM et Zidane étaient ce qui rapprochait Kader et son petit frère. Mais leur relation était, selon un ami, «couci-couça».

Kader et Mohamed. L'aîné est grand et mince, renfermé, peu loquace, austère, mystérieux, porté sur la pratique religieuse depuis sa jeunesse. Le cadet est plus petit, fluët: un «mirgou» comme on dit à Toulouse. Il a essayé toutes les modes, du crâne rasé aux cheveux longs en passant par la crête blonde. Pas le genre du grand frère. «Kader, il ne parlait pas, raconte un proche de la famille. Mohamed, lui, était un hyperactif, la mascotte du quartier, il fallait toujours lui dire: «Arrête Mohamed, tu nous as soulés, c'est bon tes histoires!»

Aux Izards, se souvient une voisine, Kader «est devenu intégriste du jour au lendemain, au milieu des années 2000». C'est là, aussi, qu'il rencontre sa compagne, Yamina Mesbah. Il l'épouse religieusement en 2006. Une fille des Izards comme lui, d'origine algérienne comme lui. «Les frères de Yamina se méfiaient de Kader, qu'ils trouvaient trop religieux», poursuit la voisine. La jeune femme fugue et suit Abdelkader en Egypte. «A son retour, on ne la reconnaissait plus. Elle est revenue totalement radicalisée.»

Un troisième lieu structurait les semaines d'Abdelkader Merah: la mosquée de Basso-Cambo, dans le sud de Toulouse, à côté des barres du Mirail et du quartier où habite sa mère. Kader y est vu de temps à autre à la prière de la mi-journée, le vendredi, avant son entraînement de foot. Cette mosquée, l'un des dix lieux de culte musulmans que compte l'agglomération, est surtout fréquentée par des jeunes, notamment des étudiants. Les prêches y sont orthodoxes. Des salafistes y ont leurs habitudes.

Abdelkader pouvait aussi y croiser des membres de la petite communauté musulmane ultraorthodoxe

d'Artigat (Ariège) avec qui il a toujours eu des affinités. En 2007, cinq d'entre eux ont été condamnés dans le cadre d'une filière de djihadistes vers l'Irak. Une affaire dans laquelle était apparu le nom d'Abdelkader Merah, mais sans donner lieu à des poursuites. En janvier, Abdelkader avait consulté l'imam d'Artigat pour régler la rupture de fiançailles entre Mohamed et sa petite amie.

Dans les interstices de sa routine toulousaine commencent les mystères d'Abdelkader Merah. Le grand frère sombre de Mohamed s'absentait régulièrement de chez lui pour la journée ou pour des voyages. Son épouse Yamina est allée plusieurs fois le rejoindre en Egypte. Parfois, il s'y rendait seul pendant des mois, officiellement pour prendre des cours d'arabe littéraire. Lorsqu'elle l'accompagnait, «ils se séparaient le matin, se retrouvaient le soir, affirme Guy Debuissou, l'avocat de la jeune femme. Si elle lui posait des questions, il lui répondait: «Ça ne te regarde pas.»

Accueil » Actu » L'actu expliquée

PUBLIÉ LE 22/03/2012 16:20

AJOUTER UN COMMENTAIRE

Qui était Mohamed Merah ?



- **10 octobre 1988** : naissance à Toulouse, de parents algériens. Il est le **quatrième de cinq enfants**, trois garçons et deux filles.
- **2001-2002** : Alors qu'il est adolescent, ses **parents divorcent**. Il quitte le quartier de son enfance, Bellefontaine, pour un appartement des Izards, une banlieue plus proche du centre-ville. À 14 ans, il **fugue**.
- **2005** : il décoche un coup de poing dans l'oeil d'une des éducatrices du foyer Mercadier, avant de se réfugier chez sa grande soeur.

Entre ses 15 et ses 23 ans, il est convoqué sept fois chez le juge. Les motifs ? **Cailloux lancés contre un bus municipal en 2004, vol de portable puis de moto en 2006, insultes, conduite sans permis...** Passionné de mécanique, **à la veille de ses 16 ans, en 2006**, il décroche une place d'**apprenti chez un carrossier** de Toulouse. Avec ses amis du quartier, il se filme faisant des *"rodéos sauvages"* en voiture.



Décembre 2007: un vol de sac à main, dans le hall d'une banque, lui vaut **plusieurs mois de prison ferme**, à la maison d'arrêt de Seysses (Haute-Garonne). Ce séjour en prison le fait basculer.

Janvier 2008 : il se présente au CIRFA de Lille, le centre régional d'information et de **recrutement des forces armées**. **Son dossier est refusé** en raison de ses antécédents judiciaires.

2009 : **deuxième séjour en prison**.

2010 Cette année -là, croit savoir un ami, il **se présente au bureau d'information de la Légion étrangère de Toulouse**. Il passe le dîner et la nuit dans le centre. Mais le lendemain, il a disparu. A-t-il renoncé à sa candidature? Été éconduit? Personne ne sait.

Juin 2010 : il montre au fils de son ancienne voisine **des vidéos d'Al-Qaïda avec des scènes d'exécutions**. Il lui fait également écouter des "chants" d'appel au combat islamique. Lorsque son ancienne voisine porte-plainte, il **roue de coups sa fille**. Les voisins le voient également dans le quartier, un **sabre à la main, crier "Allah Aqbar"** (Dieu est grand, N.D.L.R.).

Novembre 2010 : **séjour à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan**, région à forte activité insurrectionnelle

2011 : **voyage dans le Waziristan**, une partie des **zones tribales du nord-ouest du Pakistan**. Il est alors pris en charge par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), qui encadre les "étrangers" venus combattre les "infidèles" en Afghanistan. Là bas, il reçoit une formation militaire.

Un frère encore plus dangereux ? Mohamed Merah, en apparence, n'avait rien d'un extrémiste. Ses amis racontent l'avoir vu en boîte, fumer des chichas... Il ne s'habillait pas en kamis (pantalon et tunique longue des salafistes), contrairement à son frère Abdelkader, 29 ans, qui arborait **la barbe des salafistes** et dont la femme portait un voile intégral.

Béatrice Lutaud

PARTAGER

J'aime

Tweeter

0

0

AJOUTER UN COMMENTAIRE

DERNIÈRES ANNONCES Toulouse

À LA UNE



12H10 | **HAUTE-GARONNE**

Meurtre de Bouloc : garde à vue prolongée et résultats d'analyses ADN attendus ce soir



10H17 | **FAITS DIVERS**

Fusillade meurtrière à Lille, Aubry fait part de son effroi



07H52 | **FRANCE**

Olivier Ferrand, la mort brutale d'un jeune député socialiste

TOUTES LES DÉPÊCHES

liligo

recherchez les prix de 60.000 hôtels en un clin d'œil avec www.liligo.fr !
[Cliquez ici](#)

club med

club med : happy weeks !

il est encore temps : jusqu'à 500€ offerts à deux pour vos vacances
[Partez cet été](#)



les jeunes d'aujourd'hui

rejoignez l'action du secours populaire contre la précarité des jeunes.
[Rejoindre l'action](#)

DIAPORAMA RUGBY XV



STADE TOULOUSAIN - CASTRES EN DEMI-FINALE DE TOP 14 **15**